



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 3286

Texte de la question

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Daniel Goldberg. Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, la semaine dernière, j'ai eu un choc. (*" Ah ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Au lieu de votre bilan, vous avez choisi de commenter le projet du parti socialiste et le forum qui se tenait à Toulouse !

Je me suis dit que vous étiez enfin sur la bonne voie et qu'à un an des échéances nationales vous vous disiez que, décidément, vous feriez mieux de changer de logiciel (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ; que c'en était fini des promesses dans tous les sens, des allers et retours budgétaires invérifiables, d'un plan campus qui ne sort pas, de la concurrence généralisée érigée comme dogme entre les universités, entre les laboratoires et entre les personnels ; que vous renonciez à un système de gouvernance sarkozyste qui installe des dirigeants sans contre-pouvoirs (*" Oh, là, là ! " sur les bancs du groupe UMP*), qui mélange la gestion des établissements et la conduite des politiques publiques ; que vous repensiez votre plan licence au vu de ses faibles résultats, votre réforme de la formation des enseignants qui décourage les vocations, et qu'au lieu de condamner encore une fois la mobilisation forte et inédite des personnels universitaires, entretenue par votre manque d'écoute pendant plusieurs mois, vous alliez maintenant les entendre ; bref que, non contente de lire le projet du parti socialiste, vous alliez l'appliquer !

Aussi suis-je tenté de vous dire aujourd'hui : faites-le, ne serait-ce qu'au cours de l'année qu'il vous reste, et nous verrons la différence entre votre vision de l'autonomie, fondée sur une conception managériale de la connaissance (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), et la nôtre qui allie confiance et collégialité, avec une réelle démocratisation et une élévation du niveau de qualification pour libérer les énergies des jeunes qui sont notre atout pour l'avenir, avec des crédits d'État mieux utilisés - et je ne parle pas de ceux des collectivités territoriales que vous vous arrosez constamment.

Madame la ministre, il est encore temps de choisir entre promouvoir cette société créatrice, gage de la réussite, que nous proposons, et persister dans vos choix qui désorientent et déstabilisent le pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Valérie Pécresse, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur le député, je comprends que le parti socialiste soit surpris de la vitesse et du rythme du changement que connaissent actuellement nos universités. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) La preuve, c'est que j'ai relu le programme du parti socialiste cette semaine (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) : à peine publié, il est déjà périmé (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP*) car les moyens d'État sont arrivés depuis cinq ans et sont sans commune mesure avec ce qui avait été fait précédemment.

Prenons l'exemple d'un département que vous connaissez bien, monsieur le député : la Seine-Saint-Denis, où se trouvent deux universités, l'université Paris 13, à Villetaneuse - plus 31 % de budget de fonctionnement en cinq ans (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP*) -, et l'université Paris 8, à Saint-Denis - plus 25 % de budget de fonctionnement en cinq ans. (*Même mouvement.*) Ce sont, bien sûr, des crédits d'État ! Quant au campus Condorcet d'Aubervilliers, le grand campus des sciences humaines que nous attendons depuis un siècle (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), il a reçu 450 millions d'euros de dotations de

l'État !

Votre projet est également périmé en ce qu'il propose une réforme de la licence que nous mettons en oeuvre depuis 2007 pour faire réussir tous les étudiants de premier cycle. Il est périmé parce qu'il oublie le rapprochement extrêmement fructueux auquel nous sommes en train de procéder entre grandes écoles et universités au sein des pôles de recherche et d'enseignement supérieur. Il est périmé parce qu'il oublie que nous avons fait de l'autonomie des étudiants notre priorité en augmentant les bourses de 25 %.

Je suis désolée de le dire, mais le parti socialiste n'a aucune vision alternative de l'université française. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3286

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 mai 2011